PROJET D'APPORT PARTIEL D'ACTIF CONSENTI
PAR LA S.A. MAZARS ET GUERARD A LA S.A. MAZARS ET GUERARD - SOTOREC

MAZARS ET GUERARD - SOTOREC
12160

LES SOUSSIGNES :

1° - Monsieur Patrick de CAMBOURG, demeurant à PARIS - 16 Eme - 40 Rue du Ranelagh -

Agissant en qualité de président du conseil d'administration de la société anonyme MAZARS ET GUERARD, au capital de 66 412 750 Francs, dont le siège social est à PARIS - 11 EME - 125 Rue de Montreuil, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro B 784 824 153,

Et plus spécialement mandaté à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du conseil d'administration de la société susnommée en date du dix huit février mil neuf cent quatre vingt dix neuf.

La société et son représentant ci-après dénommés dans le corps des présentes LA SOCIETE APORTEUSE.

D'UNE PART

2° - Monsieur Maurice ALBAREL, demeurant à TOULOUSE - 35 Rue Gambetta,

Agissant en sa qualité de président du conseil d'administration de la société anonyme MAZARS ET GUERARD - SOTOREC - au capital de 280 000 Francs, dont le siège social est à TOULOUSE - 9 rue Matabiau, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE sous le numéro B 780 138 715.

Et plus spécialement mandaté à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du conseil d'administration de la société susnommée en date du dix février mil neuf cent quatre vingt dix neuf.

La société et son représentant ci-après dénommés dans le corps des présentes LA SOCIETE BENEFICIAIRE.

D'AUTRE PART

Ont convenu et arrêté ce qui suit.

74

R

PROJET D'APPORT PARTIEL D'ACTIF

SECTION I

CARACTERISTIQUES DES SOCIETES INTERESSEES
MOTIFS ET BUTS DE L'APPORT - COMPTES UTILISES POUR ETABLIR
LES CONDITIONS DE L'OPERATION - DATE D'EFFET DE L'APPORT
METHODES D'EVALUATION

ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES DES SOCIETES INTERESSEES
ET LIENS JURIDIQUES EXISTANT ENTRE ELLES.

1° - SOCIETE APORTEUSE

CONSTITUTION - CAPITAL SOCIAL

La société a été constituée sous forme de société à responsabilité limitée, sous la dénomination sociale de CABINET DULOUT, et a été immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS le six février mil neuf cent soixante neuf.

Le capital social s'élève actuellement à la somme de 66 412 750 Francs. Il est divisé en 265 651 actions de 250 francs chacune de montant nominal, toutes de même catégorie, intégralement libérées et non remboursées.

La société ne fait pas publiquement appel à l'épargne.

OBJET : La société a pour objet l'expertise comptable et le commissariat aux comptes de sociétés.

SIEGE SOCIAL : 125 Rue de Montreuil - PARIS - 11^{ème} arrondissement.

2° - SOCIETE BENEFICIAIRE

CONSTITUTION - CAPITAL SOCIAL :

La société a été immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE le douze mars mil neuf cent soixante treize.

Le capital social s'élève actuellement à la somme de 280 000 Francs. Il est divisé en 2 000 actions de cent quarante francs (140 F.) chacune de montant nominal, toutes de même catégorie, intégralement libérées et non remboursées.

La société ne fait pas publiquement appel à l'épargne.

74

Pc

OBJET : La société a pour objet l'expertise comptable et le commissariat aux comptes de sociétés.

SIEGE SOCIAL : 9 Rue Matabiau - TOULOUSE

3° - LIENS ENTRE LES SOCIETES

La SOCIETE APORTEUSE détient MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT QUATORZE (1 994) des DEUX MILLE (2 000) actions composant le capital de la SOCIETE BENEFICIAIRE.

4° - DIRIGEANTS COMMUNS AUX DEUX SOCIETES

Monsieur Christian EINHORN exerce les fonctions d'administrateur dans les sociétés APORTEUSE et BENEFICIAIRE.

ARTICLE 2 - MOTIFS ET BUTS DE L'APPORT

La SOCIETE APORTEUSE exploite des établissements à PARIS - 125 Rue de Montreuil ('SIRET : 784 824 153 00109), à MARSEILLE (13001) - 11 Rue Sainte Barbe (SIRET : 784 824 153 00083), à VILLENEUVE D'ASCQ (59652) - 150 Rue du 8 Mai 1945 (SIRET : 784 824 153 00075), à RENNES (35000) - 7 Bis Rue de la Tour d'Auvergne (SIRET : 784 824 153 00059), à NANTERRE (92084) Tour Framatore - IPL Coupole, et à TOULOUSE (31000) - 9 Rue Matabiau (SIRET : 784 824 153 00091), chacun des établissements disposant de sa propre autonomie de fonctionnement, de gestion et constituant une branche complète d'activité.

Il est apparu opportun, dans un souci de meilleure gestion et de contrôle de la rentabilité de séparer l'exploitation de l'établissement de TOULOUSE en la confiant à la SOCIETE BENEFICIAIRE. Le présent apport a en conséquence pour objet d'assurer le transfert de l'activité de l'établissement de TOULOUSE de la société MAZARS ET GUERARD à la société MAZARS ET GUERARD-SOTOREC.

La société MAZARS ET GUERARD conserverait son activité d'expertise comptable et de commissariat aux comptes de sociétés dans chacun de ses établissements autres que celui faisant l'objet du présent apport partiel en même temps qu'elle détiendrait les titres de sa filiale la société MAZARS ET GUERARD-SOTOREC.

ARTICLE 3 - DATE D'EFFET DE L'APPORT

Conformément aux dispositions de l'article 372-2 de la loi du 24 Juillet 1966, il est précisé que la présente fusion aura un effet rétroactif à compter du premier septembre mil neuf cent quatre vingt dix huit.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article 254 du décret du 23 Mars 1967, les opérations se rapportant aux éléments transmis au titre du présent apport et réalisés par la SOCIETE APORTEUSE à compter du premier septembre mil neuf cent quatre vingt dix huit, et

1 A

Pc

jusqu'à la date définitive de l'apport, seront considérées de plein droit comme étant faites pour le compte de la SOCIETE BENEFICIAIRE qui supportera exclusivement les résultats actifs et passifs de l'exploitation des biens transmis.

Conformément aux dispositions de l'article 372-1 de la loi du 24 Juillet 1966, la SOCIETE APPORTEUSE transmettra à la SOCIETE BENEFICIAIRE tous les éléments composant la partie de son patrimoine objet du présent apport, dans l'état où lesdits éléments se trouveront à la date de réalisation définitive de l'apport.

ARTICLE 4 - METHODES D'EVALUATION

S'agissant d'une opération tendant à la détention et au contrôle de la société filiale MAZARS ET GUERARD-SOTOREC, la valorisation des apports a été faite sur la valeur nette comptable des actifs et passifs dans l'établissement de la SOCIETE APPORTEUSE et dans la SOCIETE BENEFICIAIRE, au trente et un août mil neuf cent quatre vingt dix huit.

SECTION II - APPORTS DE LA SOCIETE MAZARS ET GUERARD

ARTICLE 1 - DESIGNATION ET EVALUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF DONT LA TRANSMISSION EST PREVUE

La SOCIETE APPORTEUSE transmet à la SOCIETE BENEFICIAIRE, ce expressément accepté par son représentant es qualités - sous les garanties ordinaires de fait et de droit, et sous les conditions ci-après stipulées, tous les éléments actifs et passifs, droits et valeurs, sans exception ni réserve, et ci-après énumérés composant à la date du premier septembre mil neuf cent quatre vingt dix huit l'établissement sis à TOULOUSE - 9 Rue Matabiau.

A la date de référence choisie d'un commun accord pour établir les conditions de l'opération comme il est dit ci-dessus (Section I - Article 4), l'actif et le passif de l'établissement de la SOCIETE APPORTEUSE - dont la transmission est prévue à la SOCIETE BENEFICIAIRE - consistent dans les éléments ci-après énumérés. Il est ici précisé que cette énumération n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, tous les éléments composant l'établissement apporté devant être dévolus à la SOCIETE BENEFICIAIRE dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive des présentes.

A - ACTIF DONT LA TRANSMISSION EST PREVUE

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	90 954, 72 F.
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	256 491,26 F.
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	114 654,78 F.
ACTIF CIRCULANT DONT :	

7A

Pc

EN COURS PRODUCTION DE SERVICES	88 189,00 F.
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	1 009 675,20 F.
PERSONNEL	51 555,33 F.
ETAT - TAXES CHIFFRE D'AFFAIRES	21 155,97 F.
AUTRES CREANCES	4 772,00 F.
DISPONIBILITES	250 230,97 F.
COMPTES DE REGULARISATION	67 351,00 F.
TOTAL DE L'ACTIF DE L'ETABLISSEMENT	<u>1 955 030,23 F.</u>

B - PASSIF DONT LA TRANSMISSION EST PREVUE

Les dettes telles que mentionnées au passif du bilan établi à la date du trente et un août mil neuf cent quatre vingt dix huit, dans l'établissement objet du présent apport, savoir :

EMPRUNTS	79 396,79 F.
DETTES FOURNISSEURS	364 044,42 F.
PERSONNEL	394 133,50 F.
ORGANISMES SOCIAUX	165 385,48 F.
ETAT TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES	274 486,31 F.
AUTRES DETTES FISCALES ET SOCIALES	129 810,00 F.
COMPTES DE REGULARISATION	96 543,00 F.
TOTAL DU PASSIF DE L'ETABLISSEMENT	<u>1 503 799,50 F.</u>

C - VALEUR D'APPORT

ACTIF TRANSMIS	1 955 030,23 F.
PASSIF TRANSMIS	<u>1 503 799,50 F.</u>
	451 230,73 F.

Il est ici précisé qu'en dehors du passif effectif ci-dessus, la SOCIETE BENEFICIAIRE prendra à sa charge tous les engagements qui ont pu être contractés par la SOCIETE APPORTEUSE pour l'exploitation de l'établissement qui, en raison de leur caractère éventuel, sont repris « hors bilan » sous les rubriques :

Avals, cautions, garanties données par l'entreprise.
Autres engagements donnés par l'entreprise.

JA

PC

ARTICLE 2 - DECLARATIONS GENERALES

DECLARATION GENERALE

Monsieur Patrick de CAMBOURG es qualités déclare :

1 - Que la SOCIETE APPORTEUSE est propriétaire de l'établissement sis à TOULOUSE - 9 Rue Matabiau, pour l'avoir régulièrement acquis en date du 31 Août 1996 par apport fusion de la société EXPERTA (RCS PARIS B 331 831 743), laquelle l'avait elle-même acquis par apport de la société GUERARD VIALA (RCS PARIS B 342 059 078), ledit établissement ayant été créé puis exploité sans discontinuité par cette dernière depuis le 1^{ER} Août 1995.

2 - Que les biens transmis ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de créancier nanti ou plus généralement d'une inscription quelconque.

3 - Que la SOCIETE APPORTEUSE n'a jamais été en état de liquidation de biens, de règlement judiciaire, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire.

4 - Que les livres de comptabilité, les pièces comptables, archives et dossiers de l'établissement de la SOCIETE APPORTEUSE dûment visés, seront remis à la SOCIETE BENEFICIAIRE.

5 - Que les chiffres d'affaires et résultats réalisés pour l'exploitation de l'établissement pour les trois derniers exercices sont les suivants :

	CHIFFRES D'AFFAIRES	BENEFICES
EXERCICE AU 31 AOUT 1996	3 012 606 F.	237 927 F.
EXERCICE AU 31 AOUT 1997	4 009 407 F.	286 337 F.
EXERCICE AU 31 AOUT 1998	4 514 666 F.	278 476 F.

Il est ici précisé que les bénéfices ci-dessus mentionnés sont "le bénéfice économique" du seul établissement de TOULOUSE.

74

PC

DECLARATION SUR LES BAUX

Suivant actes sous seing privé en date à TOULOUSE du seize mars mil neuf cent quatre vingt dix huit, la société COFIMAB, société en nom collectif au capital de 100 000 Francs, ayant son siège social fixé à PARIS - Cedex 01 6 BP 65 - Crédit Foncier de France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro B 391 754 363, représentée audit acte par Monsieur Marc MANN dûment habilité à cet effet,

a donné à bail à loyer à titre commercial, à la société MAZARS ET GUERARD, ayant son siège social à PARIS - 125 Rue de Montreuil, représentée audit acte par Monsieur Erik FLAMANT dûment habilité à cet effet,

Un ensemble de locaux sis à TOULOUSE - 9 Rue Matabiau - Espace Jeanne d'Arc, comprenant :

une surface de bureaux de 486 mètres carrés sis au sixième étage.
cinq parkings numérotés 123 - 129 - 135 - 126 - 127 correspondant aux lots de copropriété 259 - 265 - 271 - 272 - 263.

une surface de bureaux de 277 mètres carrés sis au septième étage.
six parkings numérotés 114 - 115 - 117 - 118 - 119 - 122 correspondant aux lots de copropriété 250 - 251 - 253 - 254 - 255 - 258.

Ces baux ont été consentis et acceptés pour une durée de neuf années entières et consécutives à compter du premier juillet mil neuf cent quatre vingt dix huit.

Aux actes susvisés, il a été stipulé :

que les locaux objet desdits baux étaient destinés à l'exercice des activités d'expertise comptable et de commissariat aux comptes,

que le preneur ne pourrait céder son droit au bail sans le consentement exprès et par écrit du bailleur, que la cession par le preneur du droit au bail à l'acquéreur de son fonds de commerce ou de son entreprise devrait être soumise à l'agrément préalable du bailleur, intervenant dans les conditions suivantes :

- notification au bailleur de l'identité et des références du cessionnaire par lettre recommandée au bailleur, lequel disposera d'un délai de un mois pour faire connaître sa décision.
- appel du bailleur à l'acte de cession.

Enfin, ces baux ont été consentis et acceptés moyennant un loyer annuel hors taxes de deux cent quatre vingt quatre mille sept cent quatre vingt seize francs (284 796 F.) pour les locaux sis au sixième étage avec parkings y attachés, et de cent soixante deux mille trois cent vingt deux francs

7A

PC

(162 322 F.) pour les locaux sis au septième étage avec parkings y attachés, taxe à la valeur ajoutée et charges locatives en sus , payable mensuellement et d'avance ,

ledit loyer révisable annuellement en fonction de la variation de l'indice INSEE du coût de la construction.

Aux actes susvisés, il a été mentionné que le preneur avait versé la somme hors taxes soixante et onze mille cent quatre vingt dix neuf francs (71 199 F.) pour les locaux loués au sixième étage, et de quarante mille cinq cent quatre vingt francs (40 580 F.) pour les locaux sis au septième étage.

La transmission des baux ci-dessus étant effectuée par voie d'apport partiel d'actif réalisé dans les conditions prévues par les articles 375 et suivants de la loi n° 66-537 du 24 Juillet 1966 sur les sociétés commerciales, conformément à l'article 35-1 du décret n°53-960 du 30 Septembre 1953, la SOCIETE BENEFICIAIRE sera, nonobstant toutes stipulations contraires, substituée à la SOCIETE APPORTEUSE au profit de laquelle les baux ci-dessus visés ont été consentis, cette substitution de la SOCIETE BENEFICIAIRE ayant lieu dans tous les droits et obligations découlant de ces baux.

Comme conséquence des dispositions légales ci-dessus rappelées, Monsieur ALBAREL es qualités engage expressément la SOCIETE BENEFICIAIRE à se substituer en totalité à la SOCIETE APPORTEUSE pour l'exécution des obligations incombant à cette dernière, notamment pour le paiement des loyers.

RENONCIATION AU PRIVILEGE DE VENDEUR ET A L'ACTION RESOLUTOIRE

Le présent apport étant fait à la charge notamment pour la SOCIETE BENEFICIAIRE, et ainsi qu'il est dit ci-après, de payer le passif de la SOCIETE APPORTEUSE, Monsieur de CAMBOURG es qualités déclare renoncer au privilège de Vendeur et à l'action résolutoire pouvant appartenir à la SOCIETE APPORTEUSE.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE L'APPORT

1° - PROPRIETE ET JOUISSANCE DES ACTIFS ET PASSIFS TRANSMIS

A - La SOCIETE BENEFICIAIRE aura la propriété et la jouissance des biens et droits transmis par la SOCIETE APPORTEUSE, en ce compris ceux qui auraient été omis, soit aux présentes soit dans la comptabilité de cette société, à compter du jour de la réalisation définitive de ces apports.

Ainsi qu'il a été déjà indiqué, ces éléments devant être dévolu dans l'état et selon la consistance où il se trouvera à la date de réalisation de l'apport, toutes les opérations actives et passives dont les biens apportés auront pu faire l'objet entre le premier septembre mil neuf cent quatre

7A

PC

vingt dix huit et la date de réalisation définitive de l'apport, seront considérées de plein droit comme ayant été faites pour le compte exclusif de la SOCIETE BENEFICIAIRE.

B - L'ensemble du passif de l'établissement apporté par la SOCIETE APPORTEUSE à la date de réalisation définitive de l'apport, ainsi que l'ensemble des frais, droits et honoraires, y compris les charges fiscales et d'enregistrement occasionnées par les présentes, seront transmis de plein droit à la SOCIETE BENEFICIAIRE.

IL est ici précisé :

que la SOCIETE BENEFICIAIRE assumera l'intégralité des dettes et des charges de la SOCIETE APPORTEUSE se rapportant à l'établissement, y compris celles qui pourraient remonter à une date antérieure au premier septembre mil neuf cent quatre vingt dix huit, et qui auraient été omises dans la comptabilité de la SOCIETE APPORTEUSE, de sorte que la SOCIETE APPORTEUSE s'en trouvera déchargée.

et que s'il venait à se révéler ultérieurement une différence en plus ou en moins entre le passif pris en charge par la SOCIETE BENEFICIAIRE et les sommes effectivement réclamées par les tiers, la SOCIETE BENEFICIAIRE sera tenue d'acquitter tout excédent de passif sans recours ni revendication possible de part ni d'autre.

2° - CHARGES ET CONDITIONS GENERALES DES APPORTS

A - La SOCIETE APPORTEUSE s'interdit formellement, jusqu'à la date de réalisation définitive de l'apport, si ce n'est avec l'accord de la SOCIETE BENEFICIAIRE, d'accomplir aucun acte de disposition relatif aux biens apportés et de signer aucun accord, traité ou engagement quelconque la concernant, sortant du cadre de la gestion courante de l'établissement, et en particulier de contracter aucun emprunt, sous quelque forme que ce soit.

B - Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à l'accord ou à l'agrément du cocontractant ou d'un tiers quelconque, la SOCIETE APPORTEUSE sollicitera en temps utile les accords ou décisions et en justifiera à la SOCIETE BENEFICIAIRE.

La SOCIETE APPORTEUSE effectuera s'il y a lieu, et en temps utile, toute notification, notamment celles nécessitées par l'existence éventuelle de droits de préemption et toutes démarches auprès de toutes administrations qui seraient nécessaires pour la transmission des biens et droits dont elle sera propriétaire au jour de l'apport.

Si le titulaire d'un droit de préemption exerçait son droit, à l'occasion de l'apport, celui-ci ne sera pas remis en cause et la SOCIETE BENEFICIAIRE aura droit au prix quelle que soit la différence en plus ou en moins entre ce prix et l'évaluation donnée au bien préempté pour la présente opération d'apport.

7A

PC

C - La SOCIETE BENEFICIAIRE prendra les biens et droits apportés, dans leur consistance et selon leur état lors de la réalisation de l'apport, sans pouvoir exercer quelque recours que ce soit contre la SOCIETE APPORTEUSE, pour usure ou mauvais état du matériel et des objets mobiliers, insolvabilité des débiteurs ou toute autre cause. Elle bénéficiera de toutes subventions, primes, aides, etc ... qui ont pu ou pourraient être allouées à la SOCIETE APPORTEUSE et qui se rapportent à l'établissement. Elle accomplira toutes les formalités qui seront nécessaires à l'effet de régulariser la transmission à son profit des biens, droits et valeurs apportés, et de rendre cette transmission opposable aux tiers.

D - La SOCIETE BENEFICIAIRE sera débitrice, aux lieu et place de la SOCIETE APPORTEUSE des dettes de cette dernière qu'elle prend en charge, sans qu'il résulte novation à l'égard des créanciers. Les créanciers des SOCIETES BENEFICIAIRE ET APPORTEUSE dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet d'apport pourront faire opposition dans le délai de trente jours à compter de la dernière publication de ce traité.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations d'apport.

La SOCIETE BENEFICIAIRE supportera définitivement tous impôts, primes d'assurances, contributions, taxes, etc ainsi que toutes les charges quelconques ordinaires ou extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les biens apportés ou inhérents à leur propriété et à leur exploitation à la date d'effet de l'apport.

D'une manière générale, la SOCIETE APPORTEUSE remboursera à la SOCIETE BENEFICIAIRE les paiements que cette dernière aura effectués au titre de charges quelconques afférentes à l'établissement couvrant des périodes antérieures à la date d'effet de l'apport et elle rétrocédera à la SOCIETE BENEFICIAIRE les sommes qu'elle aura encaissées au titre des produits quelconques afférents à l'établissement couvrant des périodes postérieures à la date d'effet de l'apport.

Corrélativement, la SOCIETE BENEFICIAIRE s'engage à rembourser à la SOCIETE APPORTEUSE les paiements que cette dernière aura effectués au titre de charges similaires mais couvrant des périodes postérieures à la date d'effet de l'apport et elle rétrocédera à la SOCIETE APPORTEUSE les sommes qu'elle aura encaissées au titre de produits quelconques afférents à l'établissement, couvrant des périodes antérieures à la date d'effet de l'apport.

La SOCIETE BENEFICIAIRE fera également son affaire personnelle, aux lieu et place de la SOCIETE APPORTEUSE, sans recours contre cette dernière pour quelque cause que ce soit, de l'exécution ou de la résiliation à ses frais, risques et péril de tous accords, traités, contrats ou engagements généralement quelconques qui auront pu être souscrits par la SOCIETE APPORTEUSE au titre de l'établissement objet du présent apport.

7A

PC

E - Après la réalisation de l'apport, les représentants de la SOCIETE APORTEUSE devront, à première demande et aux frais de la SOCIETE BENEFICIAIRE, fournir à cette dernière tous concours, signatures et justifications qui pourraient être nécessaires, en vue de la régularisation et de la transmission des biens, droits et valeurs compris dans l'apport, et de l'accomplissement de toutes autres formalités.

F - Les parties conviennent que les mandats de commissariat aux comptes actuellement en cours et détenus par la SOCIETE APORTEUSE et se rapportant directement ou indirectement à l'activité apportée seront, en vertu de la transmission universelle du patrimoine, telle que résultant de l'application de l'article 387 de la loi n° 66-537 du 24 Juillet 1966 sur les sociétés commerciales, transférés de plein droit à la SOCIETE BENEFICIAIRE.

3° - CONTRATS DE TRAVAIL ET PARTICIPATION DES SALARIES AUX RESULTATS DE L'ENTREPRISE

La SOCIETE BENEFICIAIRE reprendra l'ensemble du personnel attaché à l'établissement de la SOCIETE APORTEUSE, savoir : Erik FLAMANT : directeur de bureau. Jean BOHER : directeur de mission. Dominique HERVY : responsable de mission. Patricia CASALA : chef de mission. Nathalie DARNAULT : secrétaire de direction.

Conformément aux dispositions de l'article L 122-12 alinéa 2 du Code du Travail, la SOCIETE BENEFICIAIRE sera, par le seul fait de la réalisation du présent apport, subrogée purement et simplement dans le bénéfice et la charge des dispositions des contrats de travail des salariés transférés. Il en ira de même pour les contrats de participation des salariés aux résultats de l'établissement.

4° - CONDITIONS PARTICULIERES

A - REGIME FISCAL - DECLARATIONS GENERALES

Pour la perception des droits d'enregistrement, Messieurs de CAMBOURG et ALBAREL, es qualités, déclarent que les SOCIETE APORTEUSE et SOCIETE BENEFICIAIRE étant des sociétés anonymes françaises soumises à l'impôt sur les sociétés, la présente opération est placée sous le régime fiscal défini à l'article 816 du code général des impôts.

En matière d'impôt sur les sociétés, les parties déclarent que le présent apport est susceptible de bénéficier des dispositions des articles 210 A et 210 B du Code Général des Impôts, en tant qu'il porte sur un établissement totalement autonome, fonctionnant par ses propres moyens.

En conséquence, Monsieur ALBAREL es qualités engage expressément la SOCIETE BENEFICIAIRE, à respecter les prescriptions légales suivantes et notamment :

7A

PC

A reprendre au passif de son bilan, le cas échéant, les provisions concernant l'établissement transmis par la SOCIETE APPORTEUSE dont l'imposition aurait été différée.

A se substituer, le cas échéant, à la SOCIETE APPORTEUSE pour la réintégration des plus values afférentes à l'établissement et dont l'imposition aurait été différée chez la SOCIETE APPORTEUSE.

A calculer les plus values ultérieurement réalisées, à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont transmises, d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la SOCIETE APPORTEUSE à la date de prise d'effet de l'apport.

A réintégrer dans ses bénéfices imposables, dans les délais et conditions fixés par l'article 3d de l'article 210-A du Code Général des Impôts, les plus values dégagées sur les biens amortissables qui lui sont transmis. La cession d'un bien amortissable entraînera toutefois l'imposition immédiate de la fraction de la plus value afférente au bien cédée qui n'a pas encore été réintégrée.

A inscrire à son bilan les éléments transmis autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la SOCIETE APPORTEUSE. A défaut, elle devra comprendre dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'opération le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la SOCIETE APPORTEUSE.

A produire, conformément aux dispositions de l'article 54 SEPTIES I du Code Général des Impôts un état faisant apparaître, pour chaque nature d'élément, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments.

A tenir, conformément aux dispositions de l'article 54 SEPTIES II du Code Général des Impôts un registre spécial mentionnant les plus values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables dont l'imposition est différée.

A substituer la SOCIETE BENEFICIAIRE dans tous les engagements qu'aura pu prendre la SOCIETE APPORTEUSE à l'occasion d'opérations de fusion ou d'autres opérations soumises au régime prévu aux articles 210-A et 210-B du Code Général des Impôts et qui se rapporteraient à des éléments transmis au titre du présent apport.

De son côté, Monsieur de CAMBOURG es qualités, engage expressément la SOCIETE APPORTEUSE :

- à conserver pendant cinq ans au moins les titres de la SOCIETE BENEFICIAIRE remis en contrepartie de l'apport.
- A calculer ultérieurement les plus values afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur que les biens transmis avaient, du point de vue fiscal, dans ses propres écritures .

JA

PC

Les parties déclarent en tant que de besoin que le présent apport prendra effet, sur le plan fiscal, au premier septembre mil neuf cent quatre vingt dix huit.

En application de ce qui précède, la SOCIETE ABSORBANTE prend l'engagement de souscrire sa déclaration de résultats et de liquider l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice en cours, tant en raison de son résultat propre que de celui de la société absorbée.

DECLARATION RELATIVE A LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les parties déclarent, en tant que de besoin, que l'opération objet du présent acte, est réputée inexistante pour l'application des dispositions visées aux articles 261-3-1° et 257-7 du Code Général des Impôts.

En application de l'instruction 3-A-6-90 du 22 Février 1990, la SOCIETE BENEFICIAIRE s'engage à soumettre à la taxe à la valeur ajoutée les cessions ultérieures des biens mobiliers d'investissement transmis par le présent acte et à procéder, le cas échéant, aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du Code Général des Impôts qui auraient été exigibles si la SOCIETE APPORTEUSE avait continué d'utiliser ces biens.

Cet engagement fera l'objet d'une déclaration en double exemplaire auprès du service des impôts dont relève la SOCIETE BENEFICIAIRE, conformément à l'instruction précitée du 22 Février 1990.

TAXE D'APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

La SOCIETE BENEFICIAIRE s'engage à prendre en charge la totalité du paiement de la taxe d'apprentissage et de la participation au financement de la formation professionnelle continue pouvant être due par la SOCIETE APPORTEUSE depuis le premier septembre mil neuf cent quatre vingt dix huit, au titre de l'établissement apporté.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A L'EFFORT DE CONSTRUCTION

Conformément aux dispositions de l'article 13, paragraphe 3 de l'annexe II du Code Général des Impôts, la SOCIETE BENEFICIAIRE s'engage à prendre en charge la totalité des obligations relatives à la participation des employeurs à l'effort de construction instituée par la loi du 28 Juin 1963 et à laquelle la SOCIETE APPORTEUSE resterait soumise, lors de la réalisation de l'apport, à raison des salaires payés par elle depuis le premier septembre mil neuf cent quatre vingt dix huit dans l'établissement apporté.

La SOCIETE BENEFICIAIRE s'engage notamment à reprendre à son bilan les investissements réalisés antérieurement par la SOCIETE APPORTEUSE au titre de l'établissement apporté et à se soumettre aux obligations pouvant incomber à cette dernière du chef de ces investissements. Elle

7A

PC

demande, en tant que de besoin, à bénéficier de la faculté de report des excédents de dépenses qui auraient pu être réalisés par la SOCIETE APPORTEUSE et existant à la date de prise d'effet de l'apport.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PARTICIPATION DES SALARIES AUX RESULTATS DE L'ENTREPRISE

La SOCIETE BENEFICIAIRE s'engage à se substituer aux obligations de la SOCIETE APPORTEUSE pour l'application des dispositions relatives à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, en ce qui touche les droits des salariés de la SOCIETE APPORTEUSE, au titre de l'établissement apporté, transférés chez la SOCIETE BENEFICIAIRE, au titre de leur participation dans les résultats antérieurs au premier septembre mil neuf cent quatre vingt dix huit, date de prise d'effet de l'apport, et à assurer la gestion des droits correspondants, conformément à la loi et à l'accord de participation conclu par la SOCIETE APPORTEUSE.

B - REGIME JURIDIQUE

Les représentants des SOCIETE APPORTEUSE et SOCIETE BENEFICIAIRE déclarent soumettre, d'un commun accord, le présent apport au régime des scissions prévu par l'article L 387 de la loi du 24 Juillet 1966.

SECTION III - REMUNERATION DE L'APPORT DE LA SOCIETE MAZARS ET GUERARD
AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA SOCIETE MAZARS ET GUERARD-SOTOREC
PRIME D'APPORT

Le présent apport est consenti et accepté moyennant l'attribution à la SOCIETE APPORTEUSE de DEUX MILLE CENT SOIXANTE NEUF (2 169) actions de la SOCIETE BENEFICIAIRE créées à titre d'augmentation de son capital social, le tout dans les conditions ci-après.

ARTICLE 1 - AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA SOCIETE
MAZARS ET GUERARD-SOTOREC - SOCIETE BENEFICIAIRE

L'apport de la société MAZARS ET GUERARD, SOCIETE APPORTEUSE, sera rémunéré par l'attribution à cette société de DEUX MILLE CENT SOIXANTE NEUF (2 169) actions de CENT QUARANTE FRANCS (140 F.) chacune de montant nominal, entièrement libérées, à créer par la société MAZARS ET GUERARD-SOTOREC, qui augmentera ainsi son capital d'une somme de TROIS CENT TROIS MILLE SIX CENT SOIXANTE FRANCS (303 660 F.), pour le porter de DEUX CENT QUATRE VINGT MILLE FRANCS (280 000 F.) à CINQ CENT QUATRE VINGT TROIS MILLE SIX CENT SOIXANTE FRANCS (583 660 F.).

Les actions nouvelles de la SOCIETE BENEFICIAIRE porteront jouissance du premier septembre mil neuf cent quatre vingt dix huit, date d'ouverture de l'exercice de la SOCIETE

7A

PC

BENEFICIAIRE ; elles auront donc droit aux sommes éventuellement mises en distribution au titre de l'exercice clos le trente et un août mil neuf cent quatre vingt dix neuf. Elles seront entièrement assimilées aux actions composant actuellement le capital social, notamment en ce qui concerne le bénéfice de toutes exonérations ou l'imputation de toutes charges fiscales, après paiement aux actions anciennes du dividende afférent à l'exercice clos le trente et un août mil neuf cent quatre vingt dix huit.

ARTICLE 2 - MONTANT PREVU ET UTILISATION
DE LA PRIME D'APPORT

La différence entre :

- d'une part la valeur de l'apport de la SOCIETE APPORTEUSE, soit la somme arrondie de
QUATRE CENT CINQUANTE ET UN MILLE DEUX CENT TRENTE FRANCS
ci 451 230 F.

- et, d'autre part, la valeur nominale des actions effectivement créées
à titre d'augmentation de capital par la SOCIETE BENEFICIAIRE, soit
TROIS CENT TROIS MILLE SIX CENT SOIXANTE FRANCS,
ci 303 660 F.

constitue le montant prévu de la prime d'apport qui ressort à un
montant de CENT QUARANTE SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE
DIX FRANCS 147 570 F.
sur laquelle porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux.

Le montant de cette prime est donné à titre indicatif, le montant définitif devant tenir compte des imputations éventuelles dont il est parlé ci-après.

De convention expresse entre les parties, il est précisé qu'il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires de la SOCIETE BENEFICIAIRE appelée à statuer sur l'apport :

- de prélever sur cette prime la somme nécessaire pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après apport.
- d'autoriser le conseil d'administration de la SOCIETE BENEFICIAIRE à imputer sur cette prime l'ensemble des frais et droits occasionnés par le présent apport.
- d'autoriser l'assemblée générale ordinaire à donner à la prime d'apport ou au solde de celle-ci après les imputations ci-dessus, toutes affectations autres que l'incorporation au capital.

Il sera demandé aux actionnaires de l'une et l'autre des sociétés, en tant que de besoin, d'approuver les conventions ci-dessus relatives à la détermination du montant de la prime d'apport et à son utilisation lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la SOCIETE

.] A

Pc

APPORTEUSE décidant l'apport et lors de l'assemblée générale extraordinaire de la SOCIETE BENEFICIAIRE approuvant l'apport.

SECTION IV - REALISATION DE L'APPORT

Le présent projet d'apport est subordonné à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- Approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société MAZARS ET GUERARD.

- Approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société MAZARS ET GUERARD-SOTOREC.

Si ces conditions n'étaient pas accomplies d'ici le trente avril mil neuf cent quatre vingt dix neuf, la présente convention serait considérée comme nulle et non avenue sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part ni d'autre.

SECTION V - FORMALITES DE PUBLICITE - FRAIS ET DROITS ELECTION DE DOMICILE - POUVOIRS POUR LES FORMALITES

ARTICLE 1 - FORMALITES DE PUBLICITE

Le présent projet d'apport sera publié, conformément à la loi et de telle sorte que le délai accordé aux créanciers pour former opposition à la suite de cette publicité soit expiré avant la tenue des assemblées générales appelées à statuer sur ce projet. Les oppositions seront le cas portées devant le tribunal de commerce compétent qui en réglera le sort.

ARTICLE 2 - FRAIS ET DROITS

Les frais et droits des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par la SOCIETE BENEFICIAIRE ainsi que l'y oblige Monsieur ALBAREL es qualités.

ARTICLE 3 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les parties font respectivement élection de domicile au siège de la société qu'elles représentent.

74

PC

ARTICLE 4 - POUVOIRS POUR LES FORMALITES

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer tous dépôts, mentions ou publications, où besoin sera, et notamment en vue du dépôt au greffe du tribunal de commerce.

FAIT A TOULOUSE
LE 25/2/1999
EN 5 EXEMPLAIRES ORIGINAUX

SA MAZARS ET GUERARD REPRESENTEE
PAR MONSIEUR de CAMBOURG

Patrick de Cambourg

SA MAZARS ET GUERARD - SOTOREC
REPRESENTEE PAR MONSIEUR ALBAREL

[Signature]